

Rapport financier 2014

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : L'Île-du-Grand-Calumet

Code géographique : 84035

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Jacques Mantha, atteste la véracité du rapport financier

de L'Île-du-Grand-Calumet pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.
(Nom de l'organisme)

Date 2016-08-01 Signature _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la municipalité de l'Île-du-Grand-Calumet, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité de l'Île-du-Grand-Calumet au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 15 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme. La case ci-dessous est réservée pour la signature et l'adresse de l'auditeur

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

indépendant, lequel devrait se guider à cet égard sur les exemples proposés par l'OCPAQ.

Dignard Ethier, CPA Inc.
1698 Route 105,
Chelsea, Qc. J9B 1P4

par Janique Ethier, CPA auditrice, CGA

DATE 2016-08-01

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014		Réalizations 2014		Total	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	701 958	725 289			725 289	614 244
Compensations tenant lieu de taxes	2	8 454	7 477			7 477	6 044
Quotes-parts	3						
Transferts	4	239 539	286 276			286 276	351 312
Services rendus	5	6 500	30 610			30 610	18 253
Imposition de droits	6	12 300	15 300			15 300	6 430
Amendes et pénalités	7		52			52	120
Intérêts	8	12 551	27 183			27 183	19 022
Autres revenus	9	12 750	5 443			5 443	26 231
	10	994 052	1 097 630			1 097 630	1 041 656
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13						463 210
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17						463 210
	18	994 052	1 097 630			1 097 630	1 504 866
Charges							
Administration générale	19	196 561	192 567	2 547		195 114	194 718
Sécurité publique	20	128 874	116 827	19 144		135 971	127 520
Transport	21	425 293	383 329	37 894		421 223	515 755
Hygiène du milieu	22	105 530	94 571	36 172		130 743	100 022
Santé et bien-être	23	5 000	4 896			4 896	4 881
Aménagement, urbanisme et développement	24	47 247	49 210			49 210	47 368
Loisirs et culture	25	66 395	48 857	12 208		61 065	54 582
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	9 878	11 401			11 401	923
Amortissement des immobilisations	28	91 684	107 965	(107 965)			
	29	1 076 462	1 009 623			1 009 623	1 045 769
Excédent (déficit) de l'exercice	30	(82 410)	88 007			88 007	459 097

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(82 410)	88 007	459 097
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	)	463 210)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(82 410)	88 007	(4 113)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	91 684	107 965	90 001
Produit de cession	5		2 189	
(Gain) perte sur cession	6		(2 189)	
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	91 684	107 965	90 001
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	26 274)	(26 274)	(2 865)
	18	(26 274)	(26 274)	(2 865)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	35 000)	(75 796)	(170 547)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	52 000	52 000	63 428
Réserves financières et fonds réservés	22			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	17 000	(23 796)	(107 119)
	26	82 410	57 895	(19 983)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		145 902	(24 096)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1			463 210
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	)	( 1 855)	(4 564)
Sécurité publique	3 (	)	)	( 296 440)
Transport	4 (	10 000)	(23 879)	(10 369)
Hygiène du milieu	5 (	)	( 25 098)	(578 092)
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	10 000 )	)	( 30 959)
Loisirs et culture	8 (	15 000 )	)	( 4 233)
Réseau d'électricité	9 ()))
	10 (	35 000)	(50 832)	(924 657)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 (	)	( 24 964))
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 ()))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13			290 900
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	35 000	75 796	170 547
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17			
	18	35 000	75 796	170 547
	19			(463 210)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20			

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	181 036	183 967	174 096
Charges sociales	2	23 551	23 379	22 168
Biens et services	3	653 219	566 921	644 042
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	9 378	9 690	
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	500	1 711	923
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	111 094	111 094	108 768
Autres	10			
Autres organismes	11	6 000	4 896	5 771
Amortissement des immobilisations	12	91 684	107 965	90 001
Autres				
-	13			
-	14			
-	15			
	16	1 076 462	1 009 623	1 045 769

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Revenus				
Taxes	1	701 958	725 289	614 244
Compensations tenant lieu de taxes	2	8 454	7 477	6 044
Quotes-parts	3			
Transferts	4	239 539	286 276	814 522
Services rendus	5	6 500	30 610	18 253
Imposition de droits	6	12 300	15 300	6 430
Amendes et pénalités	7		52	120
Intérêts	8	12 551	27 183	19 022
Autres revenus	9	12 750	5 443	26 231
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	994 052	1 097 630	1 504 866
Charges				
Administration générale	12	198 644	195 114	194 718
Sécurité publique	13	137 797	135 971	127 520
Transport	14	461 225	421 223	515 755
Hygiène du milieu	15	141 193	130 743	100 022
Santé et bien-être	16	5 000	4 896	4 881
Aménagement, urbanisme et développement	17	47 247	49 210	47 368
Loisirs et culture	18	75 478	61 065	54 582
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	9 878	11 401	923
	21	1 076 462	1 009 623	1 045 769
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(82 410)	88 007	459 097
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		2 275 805	1 816 708
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		2 275 805	1 816 708
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		2 363 812	2 275 805

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(82 410)	88 007	459 097
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	35 000 ) (	50 832 ) (	924 657)
Produit de cession	3		2 189	
Amortissement	4	91 684	107 965	90 001
(Gain) perte sur cession	5		(2 189)	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	56 684	57 133	(834 656)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(24 964)	
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10		(9 168)	
	11		(34 132)	
	12	(25 726)	111 008	(375 559)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(25 726)	111 008	(375 559)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(98 135)	277 424
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16		(15 822)	
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(113 957)	277 424
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(2 949)	(98 135)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	1	60 087
Placements temporaires	2	
Débiteurs (note 5)	3	390 119
Prêts (note 6)	4	
Placements à long terme (note 7)	5	
Participations dans des entreprises municipales	6	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	
Autres actifs financiers (note 9)	8	
	9	439 264
PASSIFS		
Découvert bancaire	10	441
Emprunts temporaires (note 10)	11	161 624
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	83 740
Revenus reportés (note 12)	13	4 000
Dette à long terme (note 13)	14	277 583
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	288 035
	16	537 399
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(98 135)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 15)	18	2 332 629
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	24 964
Stocks de fournitures	20	
Autres actifs non financiers (note 17)	21	9 168
	22	2 373 940
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	2 275 805

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) de l'exercice	1 88 007	459 097
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement	2 107 965	90 001
Autres		
- Cession d'actif immobilisé	3 (2 189)	
- Ajustement -dette à long terme	4 (15 822)	
	5 177 961	549 098
Variation nette des éléments hors caisse		
Débiteurs	6 (10 942)	(96 962)
Autres actifs financiers	7	
Créditeurs et charges à payer	8 27 304	39 357
Revenus reportés	9	(361 200)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	
Propriétés destinées à la revente	11 (24 964)	
Stocks de fournitures	12	
Autres actifs non financiers	13 (9 168)	
	14 160 191	130 293
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition	15 (50 832)	(924 657)
Produit de cession	16 2 189	
	17 (48 643)	(924 657)
Activités de placement		
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales		
Émission ou acquisition	18 ()	()
Remboursement ou cession	19	
Variation nette des placements temporaires	20	
Variation nette des autres placements à long terme	21	
	22	
Activités de financement		
Émission de dettes à long terme	23 15 822	290 900
Remboursement de la dette à long terme	24 (26 274)	(2 865)
Variation nette des emprunts temporaires	25 (161 624)	161 624
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	
Autres		
-	27	
-	28	
	29 (172 076)	449 659
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30 (60 528)	(344 705)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31 60 087	404 792
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32 (441)	60 087

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité du Canton Grand Calumet existant en vertu de la Code municipal du Québec (L.R.Q., chap. C-27.1).

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers [*consolidés*] sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales [*par organismes*] présenté aux pages S15 et S16 [*S8 et S9*], la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé [*consolidé*] à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 [*S11, S23-1 et S23-2*] et l'endettement total net à long terme [*consolidé*] présenté à la page S25.

[Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.]

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

S/O

B) Comptabilité d'exercice

S/O

C) Actifs financiers

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

S/O

Immobilisations

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers. Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est établi linéairement selon leur durée de vie utile. La vie utile des immobilisations varie de cinq à quarante ans.

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

F) Avantages sociaux futurs

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
 - pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
 - pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.
- Avantages sociaux futurs :
 - pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants; dans le cas des régimes non capitalisés, ;
 - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
 - à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : ;
 - à titre de mesure d'allègement pour les excédents de la charge sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés :
- Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement :
 - pour le passif constaté au 1er janvier 2007 et les excédents de la charge sur les sommes à verser en fiducie : ????
- Mesures transitoires relatives à la TVQ :
 - au fur et à mesure du remboursement au fonds général ou au fonds de roulement sur une période maximale de 10 ans.
- Appariement fiscal pour revenus de transfert :
 - pour la démarcation des intérêts et du capital : dans l'exercice subséquent;
 - pour le redressement de 2013, sans financement à long terme en attendant les transferts : au fur et à mesure de la constatation du revenu de transfert.
- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;
 - pour le fonds d'amortissement associé en contrepartie à cette dette à long terme, le cas échéant : au fur et à mesure du service de dette (capital et intérêts) encouru pour cette dette avec fonds d'amortissement.

Dans le cadre de l'application de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*, des DCTP peuvent avoir été renversées par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales en contrepartie d'un coût des services passés négatif, en cas de solde de pertes actuarielles nettes non amorties pouvant être constatées insuffisant, comme expliqué dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

H) Instruments financiers

Les instruments financiers de la municipalité sont constitués de créances et du passif à court terme et de la dette à long terme. Sauf indication contraire, je considère que la municipalité n'est exposée à des risques de taux d'intérêt, de taux de change et la juste valeur des instruments financiers se rapproche de leur valeur comptable.

I) Autres éléments

S/o

3. Modification de méthodes comptables

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
<hr/>			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	195 205	159 106
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		24 964
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	93 252	94 795
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	77 417	88 866
Organismes municipaux	8	22	105
Autres			
- Hydro-Québec	9	24 000	8 000
- Autres débiteurs	10	223	3 341
	11	390 119	379 177
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12		
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs			
	16		
Note			
<hr/>			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
<hr/>			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 (_____)	(_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31	1 577
Régimes de retraite des élus municipaux	32	1 665
	33	1 577
	1 577	1 665
Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.		
9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	
Note		
10. Emprunts temporaires		
11. Crédoeurs et charges à payer		
Fournisseurs	37	91 594
Salaires et avantages sociaux	38	7 617
Dépôts et retenues de garantie	39	5 216
Provision pour contestations d'évaluation	40	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	
Autres		
- Gouvernement du Québec	42	5 394
- Gouvernement du Canada	43	367
- Organismes municipaux	44	366
- Intérêts courus - dette	45	312
- Autres crédoeurs	46	178
	47	111 044
		38 562
		7 610
		31 597
		5 192
		389
		152
		238
		83 740
Note		
12. Revenus reportés		
Taxes perçues d'avance	48	
Transferts	49	
Autres		
- Contributions - CLD du Pontiac	50	4 000
-	51	
	52	4 000
		4 000
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

					2014	2013
13. Dette à long terme	<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
	<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne					53	
Obligations et billets en monnaies étrangères					54	
Gains (pertes) de change reportés					55	
					56	
Autres dettes à long terme						
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57	
Organismes municipaux					58	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3,39	3,39	2013	2018	59	277 583
Autres					60	288 035
					61	277 583
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	() ()
					63	277 583
						288 035

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2014</u>		
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>			
2015	64	72	80	27 574	89	97	27 574
2016	65	73	81	28 464	90	98	28 464
2017	66	74	82	29 385	91	99	29 385
2018	67	75	83	192 160	92	100	192 160
2019	68	76	84		93	101	
2020 et +	69	77	85		94	102	
	70	78	86	277 583	95	103	277 583
Intérêts et frais accessoires			87	()		104	()
	71	79	88	277 583	96	105	277 583

Note

	2014	2013
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	106	(2 949)
Tiers		(98 135)
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	
Autres	108	
	109	(2 949)
		(98 135)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	138		165		192		
Eaux usées	111	139		166		193		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	1 087 278	140	16 827	167	13 688	194	1 090 417
Autres	113	1 455 313	141	25 098	168	(13 688)	195	1 494 099
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	416 985	143	7 052	170		197	424 037
Améliorations locatives	116		144		171		198	
Véhicules	117	432 799	145		172	47 372	199	385 427
Ameublement et équipement de bureau	118	63 703	146	1 855	173		200	65 558
Machinerie, outillage et équipement divers	119	140 610	147		174		201	140 610
Terrains	120		148		175		202	
Autres	121		149		176		203	
	122	<u>3 596 688</u>	150	<u>50 832</u>	177	<u>47 372</u>	204	<u>3 600 148</u>
Immobilisations en cours	123		151		178		205	
	124	<u>3 596 688</u>	152	<u>50 832</u>	179	<u>47 372</u>	206	<u>3 600 148</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125		153		180		207	
Eaux usées	126		154		181		208	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	418 737	155	27 192	182	(10 961)	209	456 890
Autres	128	359 821	156	39 840	183	10 961	210	388 700
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	190 231	158	10 602	185		212	200 833
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132	116 713	160	19 271	187	63 194	214	72 790
Ameublement et équipement de bureau	133	49 503	161	2 739	188		215	52 242
Machinerie, outillage et équipement divers	134	87 743	162	8 321	189		216	96 064
Autres	135		163		190		217	
	136	<u>1 222 748</u>	164	<u>107 965</u>	191	<u>63 194</u>	218	<u>1 267 519</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>2 373 940</u>					219	<u>2 332 629</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220	293 082	223		225	(15 822)	227	308 904
Amortissement cumulé	221	(14 709)	224	(15 445)	226		228	(30 154)
Valeur comptable nette	222	<u>278 373</u>					229	<u>278 750</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	230	
Immeubles industriels municipaux	231	
Autres	232	24 964
	233	24 964
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)		
	234	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	24 964
Note		
17. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance	236	9 168
Frais reportés		
-	237	
-	238	
	239	9 168
Note		
18. Obligations contractuelles		
S/O		
19. Éventualités		
a) Cautionnement et garantie		
S/O		
b) Auto-assurance		
S/O		
c) Poursuites		
S/O		
d) Autres		
S/O		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

21. Données budgétaires

S/O

22. Instruments financiers

S/O

	2014	2013
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	240	60 087
Découvert bancaire	241 (441)	()
Placements temporaires	242	
<i>Ajouter</i>		
-	243	
-	244	
-	245	
-	246	
<i>Déduire</i>		
-	247 ()	()
-	248 ()	()
-	249 ()	()
-	250 ()	()
-	251 ()	()
-	252 ()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)		
à la fin de l'exercice	253 (441)	60 087

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 250 162	137 900
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 33 640	52 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 () ()	
Financement des investissements en cours	4	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 2 080 010	2 085 905
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 2 363 812	2 275 805

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Affectation année suivante	8 33 640	52 000
-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
	17 33 640	52 000
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	18	
-	19	
-	20	
	21	
Réserves financières		
-	22	
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	28	
Fonds parcs et terrains de jeux	29	
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30	
Société québécoise d'assainissement des eaux	31	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32	
Financement des activités de fonctionnement	33	
Autres		
-	34	
-	35	
-	36	
-	37	
	38	
	39 33 640	52 000

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013	
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	40 () ()		
Intérêts sur la dette à long terme	41 () ()		
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	42 () ()		
Régimes non capitalisés	43 () ()		
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()		
Autres	45 () ()		
Régimes non capitalisés	46 () ()		
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()		
Mesures transitoires relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	48 () ()		
Utilisation du fonds de roulement	49 () ()		
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 () ()		
Autres			
-	51 () ()		
-	52 () ()		
	53 () ()		
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 () ()		
Autre financement	55 () ()		
	56 () ()		
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	57		
Investissements à financer	58 () ()		
	59		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	60	2 332 629	2 373 940
Propriétés destinées à la revente	61	24 964	
Prêts	62		
Placements à titre d'investissement	63		
Participations dans des entreprises municipales	64		
	65	2 357 593	2 373 940
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	66	277 583	288 035
Frais reportés liés à la dette à long terme	67		
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	68 () ()		
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 () ()		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 () ()		
	71	277 583	288 035
Dette en cours de refinancement et autres éléments	72		
	73	277 583	288 035
	74	2 080 010	2 085 905

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

Administration municipale

Dettes à long terme	1	277 583
---------------------	---	---------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	277 583
---	----	---------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	16	277 583
------------------------------	----	---------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	

Endettement total net à long terme	20	277 583
------------------------------------	----	---------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	277 583
---	----	---------

Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
--	----	--

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

TAXES		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	605 806	628 529	554 505
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	605 806	628 529	554 505
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	37 500	36 769	37 089
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	23 000	22 600	22 650
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		3 351	
Service de la dette	18	35 652	34 040	
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	96 152	96 760	59 739
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative				
Autres	22			
	23			
	24			
	25	96 152	96 760	59 739
	26	701 958	725 289	614 244

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30	2 364	2 364
	31	2 364	2 364
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34	5 100	3 999
	35	5 100	3 999
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40	7 464	6 363
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41	740	864
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42	250	250
Taxes d'affaires	43		300
	44	990	1 114
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51	8 454	7 477
			6 044

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	239 039	271 639
Enlèvement de la neige	58		267 039
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68		
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72	14 387	16 219
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		6 968
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86	500	250
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88		
Réseau d'électricité	89		
	90	239 539	286 276
		286 276	290 726

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96		
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107		463 210
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125		
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129		463 210

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal	130		
Péréquation	131		
Réorganisation municipale	132		
Neutralité	133		
Diversification des revenus	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Programme d'aide financière aux MRC	136		
Autres	137		60 586
	138		60 586
TOTAL DES TRANSFERTS	139 239 539	286 276	814 522

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145		
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité			
	180		
	181		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182			
Sécurité publique	183			1 363
Transport				
Réseau routier	184	6 000	16 000	2 000
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190		13 598	13 890
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	500	1 012	1 000
Réseau d'électricité	194			
	195	6 500	30 610	18 253
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	6 500	30 610	18 253
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	4 800	3 575	5 480
Droits de mutation immobilière	198	7 500	11 725	950
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	12 300	15 300	6 430
AMENDES ET PÉNALITÉS	202		52	120
INTÉRÊTS	203	12 551	27 183	19 022
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		2 189	
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210			
Autres	211	12 750	3 254	26 231
	212	12 750	5 443	26 231

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Budget 2014	Réalizations 2014		Total	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	33 428	30 007	464	30 471	32 494
Application de la loi	2					
Gestion financière et administrative	3	84 574	85 481	2 083	87 564	91 906
Greffe	4	4 000	5 613		5 613	6 987
Évaluation	5	31 730	31 730		31 730	22 041
Gestion du personnel	6					
Autres	7	42 829	39 736		39 736	41 290
	8	196 561	192 567	2 547	195 114	194 718
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	65 797	65 797		65 797	56 663
Sécurité incendie	10	59 398	47 351	19 144	66 495	67 507
Sécurité civile	11					
Autres	12	3 679	3 679		3 679	3 350
	13	128 874	116 827	19 144	135 971	127 520
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	292 336	255 408	36 355	291 763	387 881
Enlèvement de la neige	15	123 737	119 904	513	120 417	116 938
Éclairage des rues	16	6 120	6 904	1 026	7 930	7 666
Circulation et stationnement	17	3 100	1 113		1 113	3 270
Transport collectif						
Transport en commun	18					
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	425 293	383 329	37 894	421 223	515 755

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	<u>Budget 2014</u>		<u>Réalisations 2014</u>		<u>Total</u>	<u>Réalisations 2013</u>
	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	3 800	1 847		1 847	2 539
Réseau de distribution de l'eau potable	24	35 332	31 107	33 996	65 103	42 541
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26					
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	19 398	17 475	988	18 463	31 440
Élimination	28	29 000	27 653		27 653	6 929
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	18 000	16 489	1 188	17 677	16 573
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	105 530	94 571	36 172	130 743	100 022
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	5 000	4 896		4 896	4 881
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	5 000	4 896		4 896	4 881
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	47 247	49 210		49 210	47 368
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51					
	52	47 247	49 210		49 210	47 368

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	Budget 2014		Réalizations 2014		Total	Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	20 744	25 419	2 813	28 232	20 326
Patinoires intérieures et extérieures	54					
Piscines, plages et ports de plaisance	55	14 000	1 013		1 013	1 741
Parcs et terrains de jeux	56	15 024	9 577	6 099	15 676	17 095
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	300	105		105	50
	60	50 068	36 114	8 912	45 026	39 212
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	16 327	12 743	2 810	15 553	14 884
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65			486	486	486
	66	16 327	12 743	3 296	16 039	15 370
	67	66 395	48 857	12 208	61 065	54 582
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	9 378	9 690		9 690	
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	500	1 711		1 711	923
	73	9 878	11 401		11 401	923
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	74	91 684	107 965	(107 965)		

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la municipalité de L'île-du-Grand-Calumet (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Dignard Ethier, CPA Inc.
1698 Route 105,
Chelsea, Qc. J9B 1P4

par Janique Ethier, CPA auditrice, CGA

DATE 2016-08-01

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		725 289
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9		10
Revenus de taxes	11		725 289

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	725 289
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u> </u>
Total partiel		4	<u>725 289</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	3 351	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10 <u>3 351</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11	<u>721 938</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2014 ²	1	<u>72 171 600</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2014 ²	2	<u>72 283 400</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>72 227 500</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>721 938</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>72 227 500</u>
Taux global de taxation réel de 2014	6	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2014 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	25 098	578 092
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	10 000	3 246
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		1 402
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	20 000	35 523
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	5 000	5 540
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives			
15			
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		290 900
Ameublement et équipement de bureau	18	1 855	4 233
Machinerie, outillage et équipement divers	19		5 721
Terrains	20		
Autres	21		
	22	35 000	924 657

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes			
Conduites d'eau potable	23	25 098	578 092
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27	16 827	40 171
Infrastructures pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	8 907	306 394
	34	50 832	924 657

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1				
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	288 035	15 822	26 274	277 583
Autres	6				
	7	288 035	15 822	26 274	277 583
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	288 035	15 822	26 274	277 583
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	288 035	15 822	26 274	277 583
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16				
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21				
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22				
Autres	23				
	24				
	25				
	26	288 035	15 822	26 274	277 583
Dettes en cours de refinancement					
	27	()		()	
	28	288 035	15 822	26 274	277 583

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	31 730	31 730	22 041
Autres	3	33 464	33 464	30 100
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	6 963	6 963	6 415
Sécurité civile	6			
Autres	7			3 350
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	2 986	2 986	3 715
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	33 547	33 547	41 083
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	2 404	2 404	2 064
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	111 094	111 094	108 768

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1			***	***	***
Professionnels	2			***	***	***
Cols blancs	3	1,00	35,00	***	***	***
Cols bleus	4	2,85	40,00	***	***	***
Policiers	5			***	***	***
Pompiers	6	13,00	0,75	***	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7			***	***	***
	8	16,85		***	***	***
Élus	9	7,00		26 930	1 457	28 387
	10	23,85		***	***	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12				
Réseau de distribution de l'eau potable	13				
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15				
Autres	16	286 276			286 276
	17	286 276			286 276

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1		27		53		79		105		131
Évaluation	2	31 730	28		54	31 730	80		106	31 730	132
Autres	3	160 837	29	2 547	55	163 384	81		107	163 384	133 1 711
	4	192 567	30	2 547	56	195 114	82		108	195 114	134 1 711
Sécurité publique											
Police	5	65 797	31		57	65 797	83		109	65 797	135
Sécurité incendie	6	47 351	32	19 144	58	66 495	84		110	66 495	136 9 690
Sécurité civile	7		33		59		85		111		137
Autres	8	3 679	34		60	3 679	86		112	3 679	138
	9	116 827	35	19 144	61	135 971	87		113	135 971	139 9 690
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	255 408	36	36 355	62	291 763	88	16 000	114	275 763	140
Enlèvement de la neige	11	119 904	37	513	63	120 417	89		115	120 417	141
Autres	12	8 017	38	1 026	64	9 043	90		116	9 043	142
Transport collectif	13		39		65		91		117		143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	383 329	41	37 894	67	421 223	93	16 000	119	405 223	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	1 847	42		68	1 847	94		120	1 847	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	31 107	43	33 996	69	65 103	95		121	65 103	147
Traitement des eaux usées	18		44		70		96		122		148
Réseaux d'égout	19		45		71		97		123		149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	45 128	46	988	72	46 116	98	13 598	124	32 518	150
Matières recyclables	21	16 489	47	1 188	73	17 677	99		125	17 677	151
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128		154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	94 571	52	36 172	78	130 743	104	13 598	130	117 145	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement
			+	=	-		=				
Santé et bien-être											
Logement social	157	4 896	172	187	4 896	202	217	4 896	232		
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233		
Autres	159		174	189		204	219		234		
	160	4 896	175	190	4 896	205	220	4 896	235		
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	49 210	176	191	49 210	206	221	49 210	236		
Rénovation urbaine	162		177	192		207	222		237		
Promotion et développement économique	163		178	193		208	223		238		
Autres	164		179	194		209	224		239		
	165	49 210	180	195	49 210	210	225	49 210	240		
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	36 114	181	8 912	45 026	211	1 012	44 014	241		
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	12 743	182	2 810	15 553	212	227	15 553	242		
Autres	168		183	486	486	213	228	486	243		
	169	48 857	184	12 208	61 065	214	1 012	60 053	244		
Réseau d'électricité	170		185	200		215	230		245		
	171	890 257	186	107 965	998 222	216	30 610	967 612	246	11 401	

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Solde au début de l'exercice	137 900	213 996
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	
Solde redressé au début de l'exercice	137 900	213 996
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	145 902	(24 096)
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	5	
Activités d'investissement	6	
Excédent de fonctionnement affecté	(33 640)	(52 000)
Réserves financières et fonds réservés	8	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9	
Financement des investissements en cours	10	
	11	(76 096)
Solde à la fin de l'exercice	250 162	137 900
Excédent de fonctionnement affecté		
Solde au début de l'exercice	52 000	63 428
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14	
Solde redressé au début de l'exercice	52 000	63 428
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	(52 000)	(63 428)
Activités d'investissement	17	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	33 640	52 000
Financement des investissements en cours	19	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	
	21	(11 428)
Solde à la fin de l'exercice	33 640	52 000
Réserves financières et fonds réservés		
Solde au début de l'exercice	23	
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	
Solde redressé au début de l'exercice	25	
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	26	
Activités d'investissement	27	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	
Financement des investissements en cours	29	
	30	
Solde à la fin de l'exercice	31	

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	2014	2013
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Mesures transitoires relatives à la TVQ	39 ()	()
Utilisation du fonds général	40 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	41 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()	()
Autres	43 ()	()
	44 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	45 ()	()
Autre financement	46 ()	()
	47 ()	()
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	48	
	49	
	50	
Solde à la fin de l'exercice	51 ()	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	52	
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53	
Solde redressé au début de l'exercice	54	
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
	55	
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56	
Excédent de fonctionnement affecté	57	
Réserves financières et fonds réservés	58	
	59	
Solde à la fin de l'exercice	60	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	61	2 085 905
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62	
Solde redressé au début de l'exercice	63	2 085 905
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	64	
Excédent de fonctionnement affecté	65	
Variation résiduelle de l'exercice	66	(5 895)
Solde à la fin de l'exercice	67	2 080 010
		1 539 284

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	| 0 | , | 8 | 6 | 0 | 0 | \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	5	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	12	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	19	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	26	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	| | , | | | | | \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	2 5 0 , 0 0	\$
Égout	2	,	\$
Eau et égout	3	,	\$
Traitement des eaux usées	4	,	\$
Matières résiduelles	5	5 0 , 0 0	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 , %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Service de la dette	40,0000	4	Tarif fixe

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2014	9	_____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	10	_____	\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	_____	\$
b) autres formes d'aide	14	_____	\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	_____	46 357 \$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	_____	\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	_____	225
		22	<input type="checkbox"/>

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 8, rue Brizard
(no) (rue)
le-du-Grand-Calumet J0X 1J0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 648-5965
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 648-2659
(ind. rég.) (numéro)

Courriel ile-du-grand-calumet@mrcpontiac.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom M. Jacques Mantha

Téléphone (819) 648-5965
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 648-2659
(ind. rég.) (numéro)

Courriel ile-du-grand-calumet@mrcpontiac.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Dignard Ethier CPA Inc.

Titre Auditeurs

Adresse 1698 route 105
(no) (rue)
Chelsea J9B 1P4
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 459-1115
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 459-1117
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jethiercpa@bellnet.ca

Responsable du dossier Janique Éthier, CPA auditrice, CGA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____